



DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE PARIS

DEPARTEMENT DES AFFAIRES IMMOBILIERES

3 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC

B.P. 103

94 267 FRESNES Cedex

Tel : 01.88.28.70.00

Centre Pénitentiaire de NANTERRE

PROGRAMME DE CONSULTATION

Remplacement des portes des Gaines Techniques

Sommaire

1. Définition de l'opération	3
1.1. Renseignements Administratifs	3
1.2. Localisation du centre pénitentiaire	3
1.3. CLASSEMENT	3
1.4. RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR	4
1.5. Contrôle technique	4
2. OBJET DES TRAVAUX	4
3. DESCRIPTION DES TRAVAUX	4
3.1. Remplacement des Blocs Portes et Canon	5
A. Fourniture et pose des blocs portes	5
B. CANON EUROPÉEN	6
3.2. Nettoyage	6
4. Délais et planning	6
4.1. Modalités de fonctionnement du chantier	6
4.2. Accessibilité au chantier	7
4.3. Gestion de l'outillage	7
5. Consignes particulières relatives à la sécurité	7
6. Confidentialité et restrictions	8
7. Prescriptions techniques	8
8. Références	9

1. Définition de l'opération

1.1. Renseignements Administratifs

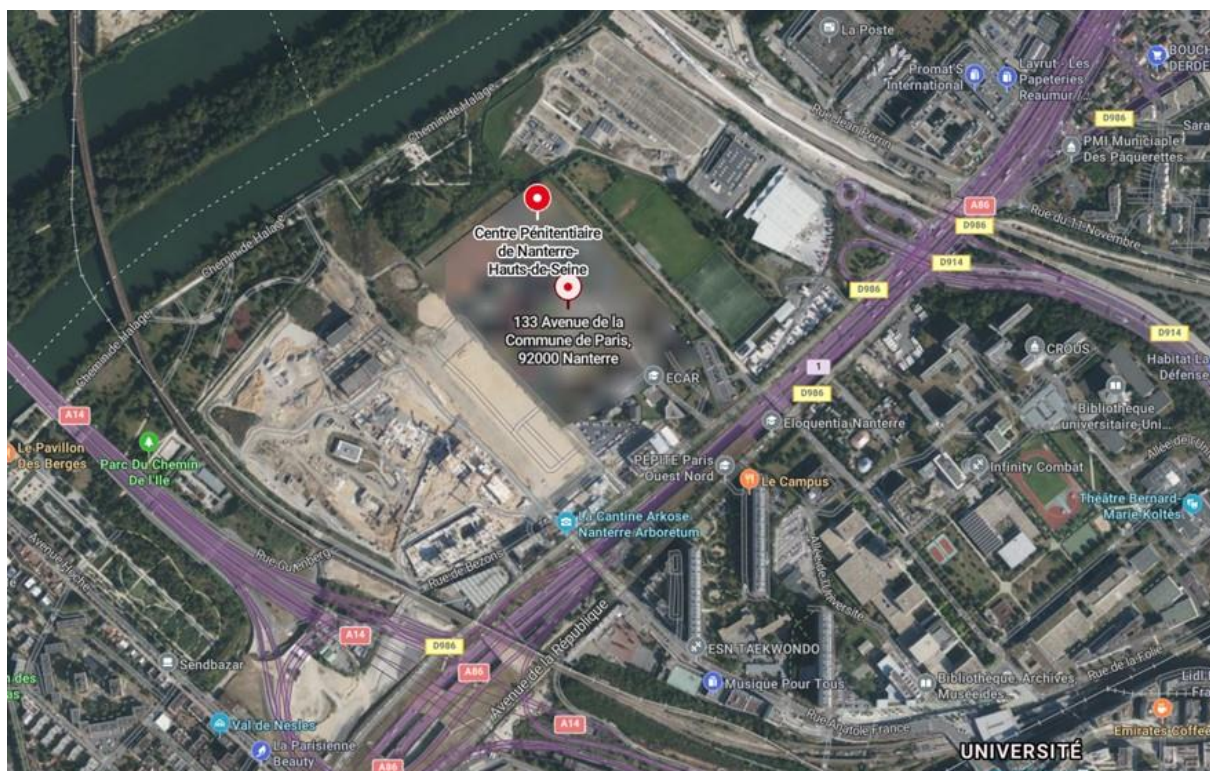
Maîtrise d'ouvrage :

Direction interrégionale des services pénitentiaires de Paris
Département des Affaires Immobilières
3, Avenue de la Division Leclerc - BP 103 - 94 267 Fresnes Cedex
Tél : 01 88 28 70 00

Établissement CP Nanterre :

Centre pénitentiaire des Hauts-de-Seine
133 avenue de la Commune de Paris
BP 1414
92014 Nanterre

1.2. Localisation du centre pénitentiaire



1.3. CLASSEMENT

Le CP de Nanterre est un établissement pénitentiaire et est donc soumis à l'arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.

1.4. RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR

- Code du Travail
- Code de la Construction et de l'Habitation
- Arrêté du 18 juillet 2006 : Approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.

L'entreprise est réputée connaître l'ensemble des normes, règlements et prescriptions en vigueur applicables aux travaux. Tout manquement à ces dispositions engage sa responsabilité pleine et entière.

1.5. Contrôle technique

Le titulaire établit à sa charge les plans d'exécution et documents techniques nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Aucun commencement de travaux ne peut intervenir sans validation préalable de ces documents par le contrôle technique et le maître d'ouvrage.

Le titulaire doit se conformer immédiatement aux observations et modifications demandées en cas de non-conformité aux règles de construction, normes en vigueur ou pièces contractuelles. Les frais supplémentaires générés par ces reprises restent intégralement à la charge de l'entreprise.

L'exécution des travaux s'effectue sous contrôle de l'organisme désigné par le maître d'ouvrage. Le titulaire notifie par écrit au bureau de contrôle et au maître d'ouvrage les actions correctives réalisées suite aux observations formulées.

2. OBJET DES TRAVAUX

Le présent Programme de consultation, est applicable aux travaux de remplacement des portes des gaines techniques au sein du Centre Pénitentiaire de Nanterre, incluant la dépose des anciennes portes, la fourniture et la pose des nouvelles portes coupe-feu et équipements selon les normes en vigueur.

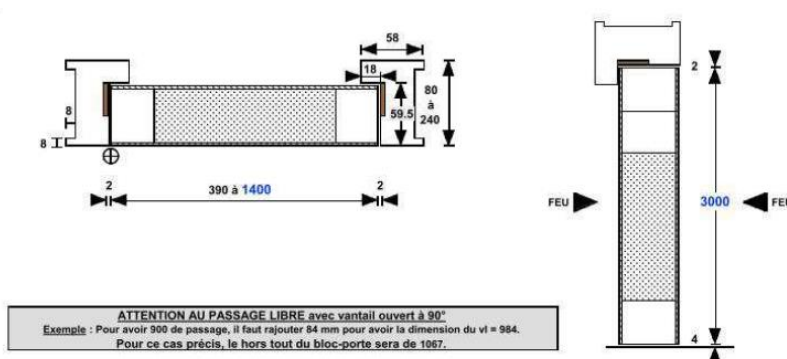
3. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Nature des travaux

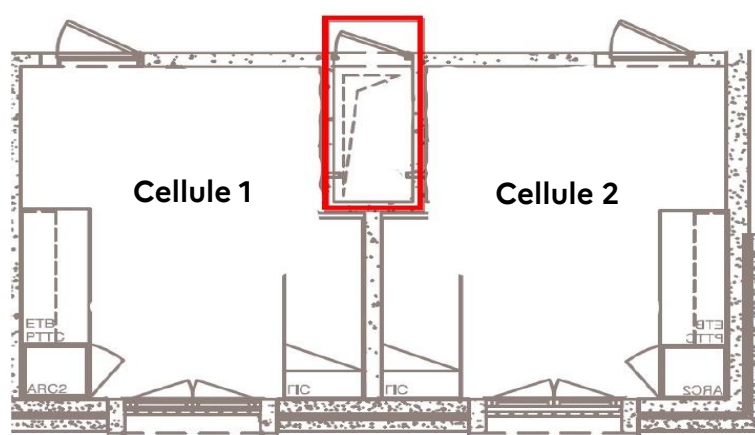
- Remplacement intégral des portes existantes des gaines techniques
- Mise en place de nouvelles serrures
- Mise en peinture et finitions
- Installation d'équipements annexes (canon)

Configuration de pose

Bloc Porte CROUZI FPE EI 30/1 Vantail (Ou Équivalent)



Plan type de gaines techniques



3.1. Remplacement des Blocs Portes et Canon

Travaux Préparatoires

- Dépose complète des portes existante
- Évacuation des déchets conformément à la réglementation en vigueur
- Protection des zones de travail et des circulations (travaux en milieu occupé)

A. Fourniture et pose des blocs portes

Spécifications techniques :

- Blocs portes de marque **CROUZILLES** type **CROUZI DI-E130/ 1 vantail**, ou équivalent
- Dimensions : **2023 x 815 x 40 mm**
- Résistance au feu : **EI 30 minutes minimum**

Pose et Fixation

- Pose du bloc-porte par fixation sur le bâti existant avec vérification de l'aplomb, du niveau et du bon fonctionnement
- Rebouchage et mise en place de tous les joints résistants au feu

Mise en peinture

- Application de peinture selon les spécifications techniques
- Finition soignée avec protection des éléments adjacents

Équipement et accessoires

- **Béquille** : Équipement de la porte avec béquille pour clé en I
- **Serrurerie** : Serrure BRICARD, ou équivalent pour canon européen

B. CANON EUROPÉEN

- Fourniture et pose d'un cylindre européen **30/30** avec carte de propriété
- Fourniture des passes généraux (ensemble des bâtiments)
- Fourniture des passe partiels (bâtiments)
- Fourniture d'un jeu de 2 clés par cylindre

3.2. Nettoyage

L'entreprise devra effectuer :

- Un nettoyage quotidien de l'intérieur et de l'extérieur des gaines techniques, ainsi que des deux faces de toutes les portes et de leurs accessoires, avant toute intervention pour l'installation du bloc-porte suivant ;
- L'enlèvement de tous les déchets issus de ces nettoyages.

4. Délais et planning

L'organisation des travaux prévoit l'intervention simultanée sur 2 blocs-portes par jour selon un planning optimisé permettant de traiter l'ensemble des ouvrages dans les délais impartis.

La durée totale des présents travaux à effectuer sur les 323 Blocs Portes sera environ 38 semaines de travail comprenant la période de préparation.

4.1. Modalités de fonctionnement du chantier

Horaires de travail :

De 08 heures à 12 heures

De 13 heures à 17 heures

Ces horaires seront clairement définis lors de la réunion de lancement des travaux. La modification des horaires devra être autorisée par le chef de l'établissement.

Pour des raisons d'exploitation les heures précitées peut-être modifiables à la demande de chef de l'établissement.

La réception technique aura lieu à la fin des travaux en présence d'un représentant de l'entreprise, la maîtrise d'ouvrage, ainsi que du contrôleur technique.

4.2. Accessibilité au chantier

L'entreprise doit intégrer les contraintes d'exploitation des établissements pénitentiaires et des locaux en activité. Le maître d'ouvrage définit les créneaux horaires d'intervention selon les zones de travaux.

L'entreprise doit prévoir dans son offre :

- La signalisation et le balisage réglementaires de la zone de travaux avec affichage des interdictions d'accès.
- La dépose et le stockage des éléments dans les zones définies par l'établissement, hors périmètre de travaux.
- L'installation des protections collectives et individuelles requises.
- L'entretien permanent de la zone pendant les travaux.
- Le nettoyage quotidien et le rangement sécurisé des outils et matériaux.

Le protocole de nettoyage sera validé par le maître d'ouvrage en phase de préparation.

4.3. Gestion de l'outillage

Un inventaire détaillé de l'outillage est remis au personnel responsable de la surveillance du chantier. Il est tenu à jour par le chef de chantier.

Une copie de cet inventaire est tenue à disposition dans le bureau du chantier pour que les agents gradés puissent effectuer leur contrôle.

Les ouvriers peuvent quitter le chantier après le contrôle de l'outillage.

L'outillage doit être entreposé en sûreté, en un lieu qui est déterminé par le chef de l'établissement en concertation avec le conducteur de travaux. Le petit outillage est enfermé dans des caisses cadenassées dont les clefs sont conservées par le chef de chantier.

Le remisage de l'outillage est obligatoire à chaque interruption de chantier, même de courte durée (pause de midi par exemple).

5. Consignes particulières relatives à la sécurité

Toute action volontaire ou involontaire conduisant ou pouvant conduire à une fragilisation de la sécurité fera l'objet d'une fiche d'infraction établie par le responsable sécurité de l'établissement. Celle-ci pourra, en fonction de la gravité des faits, entraîner une pénalité financière pour l'entreprise ou l'auteur de l'infraction.

En cas de réitération, l'accès à l'établissement sera définitivement refusé, sans recours possible, à l'auteur des infractions, et pourra entraîner la résiliation du marché, aux seuls torts de l'entreprise ou du sous-traitant concerné.

6. Confidentialité et restrictions

Les documents de marché – et plus particulièrement les plans (de projet, de chantier, d'exécution, du DOE) – sont classifiés au niveau « confidentiel ». Il en résulte que toute divulgation volontaire ou involontaire, ou toute négligence dans leur sauvegarde, pourra entraîner des poursuites judiciaires, sur le fondement des articles 413-9 et suivants du Code pénal.

L'introduction dans l'établissement de téléphone portable, de chargeur de portable, d'ordinateur ou de clé USB est INTERDITE.

L'introduction et l'usage d'appareil photo sont obligatoirement soumis à l'accord préalable du chef de l'établissement et doivent faire l'objet d'une demande écrite au plus tard 48 heures à l'avance.

7. Prescriptions techniques

- Tous les matériaux doivent être conformes aux normes en vigueur
- Certificats de conformité à fournir avant mise en œuvre
- PV coupe-feu
- Respect des prescriptions du fabricant
- Mise en œuvre par personnel qualifié
- Contrôles et essais selon les normes applicables

8. Références

Portes existantes de gaines techniques :



Blocs portes coupe-feu (Porte témoin)

